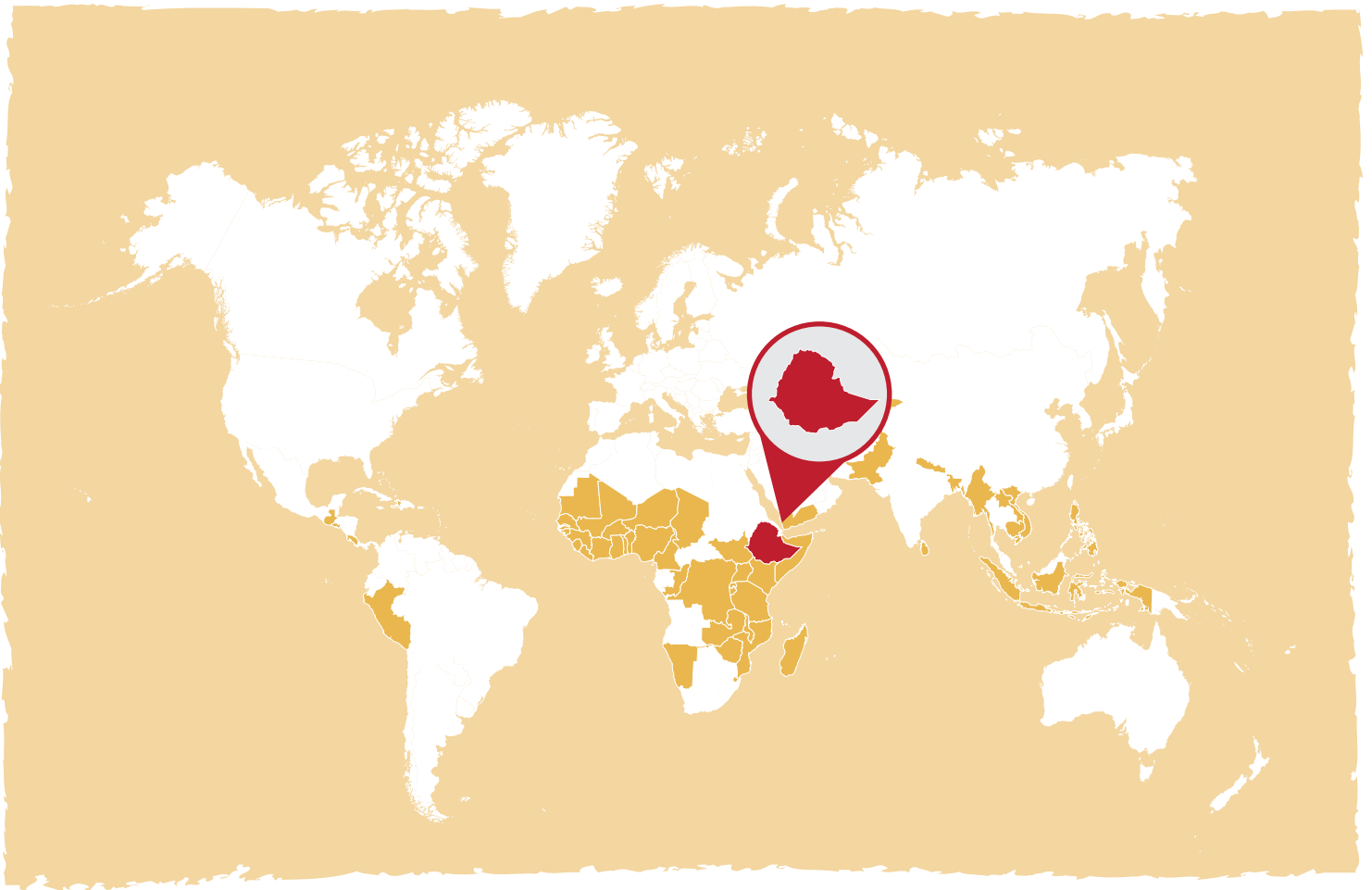


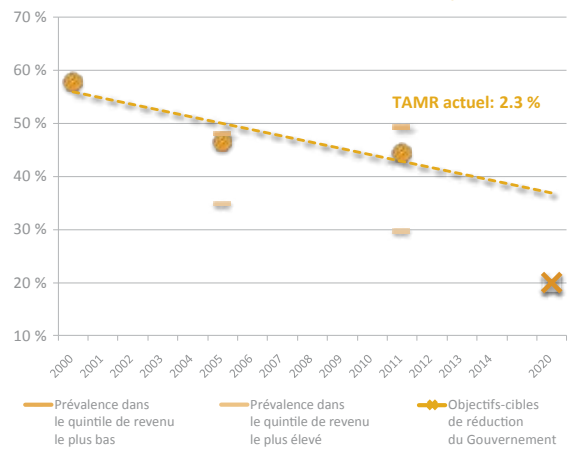
Éthiopie



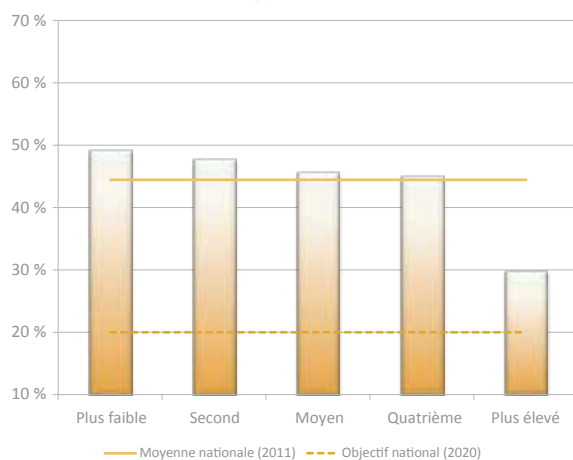
Date d'adhésion : Septembre 2010

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	87,1
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	13,8
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	4,90
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	3,00
Taux de croissance de la population (2010)	2,68 %
Indicateurs (EDS 2011) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	10,8 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	52,0 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	44,2 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	10,1 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	1,8 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	4,1 %
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	4,8 %
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	-
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	19,1 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	31,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	15,5 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	38,4 %
Taux d'emploi féminin	71,5 %
Âge médian au premier mariage	17,1
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	10,0 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	12,4 %
Taux de fécondité	5,3
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	15,96 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	7,96 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	1.951,8
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	15,79 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	0,8
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	8,8
Défécation en plein air	38,2 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	50,8 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	0,9 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	17,3 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	498,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,97
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,18

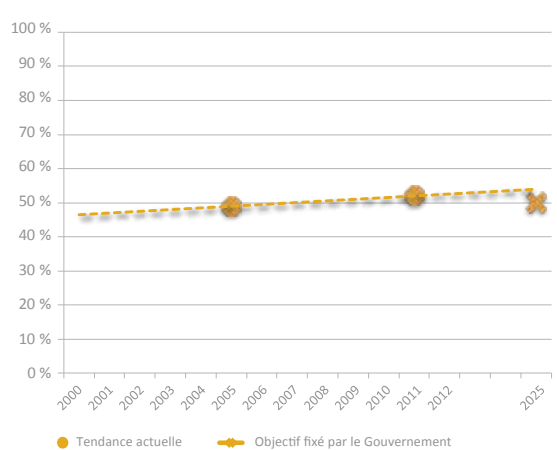
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



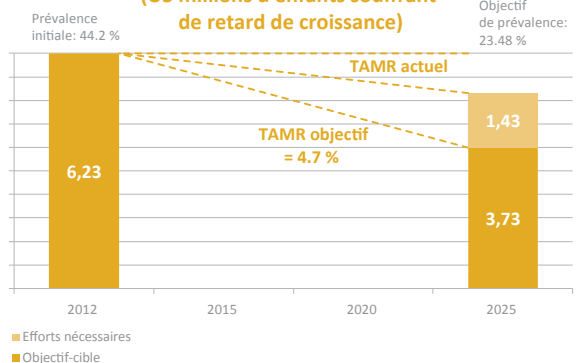
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'Organe national de coordination de la nutrition (NNCB) réunit neuf ministres des secteurs concernés chaque trimestre. Il comprend des représentants de pays des agences des Nations Unies, des donateurs bilatéraux et des universités. Il dispose d'un Comité technique national de la nutrition (NNTC). L'Unité de coordination de la nutrition en cas d'urgence (rattaché au ministère de l'Agriculture) réunit les partenaires responsables des interventions d'urgence en matière de nutrition. Le NNCB prévoit d'étendre la base d'adhésion et les plateformes régionales de coordination seront mises en place prochainement.

Le Groupe des partenaires de développement pour la nutrition regroupe les agences des Nations Unies, les donateurs et la société civile, et se réunit mensuellement. Le DFID et l'UNICEF jouent le rôle de animateurs selon le glossaire des donateurs.

Les OSC participent dans le Groupe des partenaires de développement pour la nutrition et s'engagent dans d'autres plates-formes sectorielles pertinentes ayant trait à la nutrition. Le 24 juin 2013, la mise en place de la coalition de la société civile éthiopienne (CECA) pour le renforcement de la nutrition a été annoncée, en vue de galvaniser les efforts pour alléger le fardeau de la malnutrition dans le pays. "L'armée du développement de la santé", composée de 3 millions de femmes, est pleinement engagée dans la lutte contre la mortalité infantile et la malnutrition. Le secteur privé dispose de ses propres plates-formes, à travers la Chambre de commerce de l'Éthiopie. Il existe aussi un groupe de travail multi-acteurs sur l'enrichissement des produits alimentaires qui a joué un rôle essentiel dans l'établissement de normes de qualité pour l'iodation du sel ainsi que l'enrichissement de la farine et de l'huile.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le gouvernement éthiopien s'est engagé à réduire la prévalence du retard de croissance à 20 % et l'insuffisance pondérale à 15 % d'ici à 2020 en s'appuyant sur les systèmes de coordination multisectoriels existants pour accélérer l'intensification des interventions nutritionnelles éprouvées et suivre les progrès accomplis à tous les niveaux.

Il faut renforcer le cadre de responsabilisation. Le programme national de nutrition (PNN) révisé fournit le cadre des objectifs stratégiques et des interventions dans tous les secteurs pertinents, y compris la santé, l'agriculture, l'éducation, l'eau, le travail et les affaires sociales, ainsi que les femmes, les enfants et la jeunesse. Il s'agit d'un plan chiffré qui détaille les interventions dans les secteurs clés (sécurité alimentaire et agriculture, eau, éducation et protection sociale) et comprend un cadre logique des activités, un cadre de résultats commun (CRF), ainsi que la gestion des risques de catastrophe et la coordination par le gouvernement. Le cadre de suivi et d'évaluation comprend des indicateurs clés des secteurs concernés et des objectifs annuels de progrès. L'Éthiopie progresse également sur la voie du développement d'un cadre de renforcement des capacités et des tableaux de bord sectoriels.

Des efforts sont en cours pour s'assurer que les programmes dans ces secteurs clés contribuent à la nutrition et sont harmonisés, mais il est nécessaire de renforcer les liens au niveau de la communauté. L'agriculture contribuant à la nutrition est un pilier du Plan de mise en œuvre du PDDAA et du Programme de sécurité alimentaire dérivé du Plan national de l'agriculture qui comprend la protection sociale et est axé sur la fenêtre d'opportunité des 1 000 premiers jours de vie, pour une meilleure nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'Éthiopie dispose d'une stratégie nationale de nutrition (2008). Son programme national de nutrition a été récemment révisé et approuvé par les différentes parties prenantes. Un certain nombre de politiques spécifiques relatives à la promotion de bonnes pratiques en matière de nutrition, la supplémentation en micronutriments, au soutien nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH/SIDA et au traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée sont en place. Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est à l'étape finale son adoption en loi. En outre, 90 jours de congé de maternité sont garantis par la loi sur la protection de la maternité. La législation sur l'enrichissement de la farine et de l'huile est en cours. Un plan de plaidoyer pour renforcer la nutrition est en place. Les stratégies de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication existent et sont en harmonie avec les plans nationaux de nutrition.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

La mise en œuvre du Plan national de nutrition nécessite l'établissement d'un budget et la cartographie des contributions des partenaires réparties par secteur ainsi que le suivi des dépenses. Le pays a progressé dans la mise au point d'un système de suivi financier durable qui permet une estimation de la contribution des principaux donateurs aux interventions clés du plan et de mobiliser de nouveaux partenaires. L'information financière est disponible pour d'autres programmes sectoriels, mais elle n'est pas prise en compte dans le cadre du NNP. Le défi est d'améliorer l'harmonisation de l'information financière afin d'assurer le suivi des dépenses dans tous les secteurs. Le gouvernement s'est engagé à allouer un financement intérieur supplémentaire de 15 millions de dollars par an à la nutrition, jusqu'en 2020.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Éthiopie

Notation des marqueurs de progrès 2012¹ et 2014²

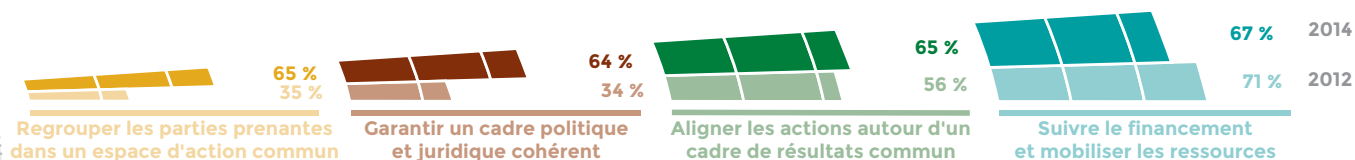
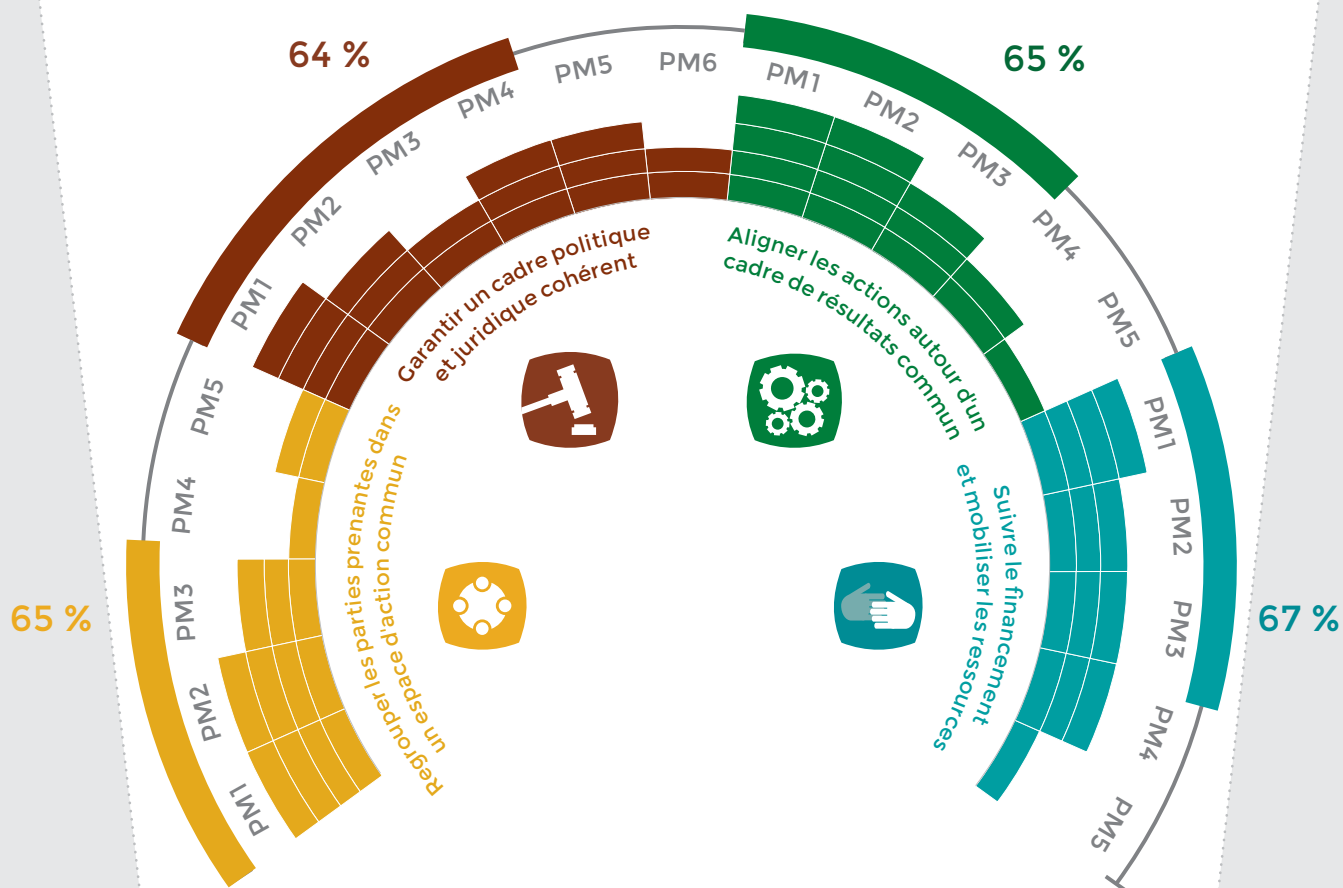


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

■ ■ ■
Niveau de préparation



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN

²Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN